

du président et fils de l'ancien commandant suppléant de la garde nationale. Somoza dut accéder à une série de demandes, ce qui donna encore plus de relief à l'état de délabrement dans lequel s'enfonçait son gouvernement. Ces événements déclenchèrent à leur tour une grève générale encore plus longue que la première et des insurrections éclatèrent dans la plupart des villes du pays. Somoza fut forcé de fuir pour préserver sa vie.

La révolution

Il peut être intéressant de comparer la révolution nicaraguayenne à celle survenue à Cuba 20 ans plus tôt. Dans les deux cas, des forces rebelles somme toute réduites sont parvenues à abattre une formidable dictature militaire protégée par une imposante armée de soldats prêts au combat et bien armés par les États-Unis. Même les stratégies militaires employées offrent des ressemblances frappantes. La stratégie de base consistait à harceler les positions isolées de l'armée, à battre aussitôt en retraite et à dresser des embuscades aux poursuivants. Pendant ce temps, les rebelles établissaient des relations amicales avec les paysans et les citoyens pour s'approvisionner en vivres et en fournitures et pour s'assurer que le secret de leur cachette serait bien gardé. Comme l'avait fait Batista, Somoza et sa garde nationale ripostèrent par une brutalité qui ne fit que retourner contre eux les citoyens auparavant neutres.

Mais il y a aussi des différences importantes. Au Nicaragua, l'accent fut mis sur le terrorisme urbain, les guérilleros à l'œuvre dans les campagnes ne jouant qu'un rôle secondaire. Castro, par contre, voyait les choses à l'inverse: la résistance urbaine devait appuyer la guérilla rurale par le financement, le recrutement et le ravitaillement. Enfin, la révolution nicaraguayenne s'est déroulée en l'absence d'un chef charismatique tandis qu'à Cuba, c'est par son magnétisme personnel que Castro a amené le peuple à le suivre.

Les retombées internationales

D'un point de vue international, la révolution au Nicaragua aura servi à montrer une fois de plus aux autres nations qu'une stratégie de guérilla peut se révéler un excellent moyen d'opérer le changement politique et la modernisation. En Amérique latine, c'est peut-être là la conséquence de l'intransigeance des États-Unis vis-à-vis des gouvernements réformistes à tendance gauchiste. Car à chaque fois qu'un gouvernement de gauche s'est installé en Amérique latine par des moyens démocratiques (Guatemala, 1954 - Chili, 1970) ou non démocratiques (Cuba, 1959), les États-Unis se sont ingérés dans les affaires internes du pays et ont essayé de renverser le gouvernement. En ce qui concerne le Nicaragua, le président Carter s'est publiquement engagé à ne pas intervenir, mais son Administration préfère attendre la suite des événements avant de se prononcer sur la question des

«relations normales» avec la junte sandiniste. Chose certaine, les États-Unis verraient d'un très mauvais œil l'avènement d'un deuxième Cuba dans l'hémisphère occidental. La possibilité d'une intervention extérieure n'est donc pas exclue, qu'il s'agisse d'un simple geste unilatéral ou d'un effort multilatéral mené par les États-Unis dans l'enceinte de l'Organisation des États américains.

En tout cas, le nouveau gouvernement sandiniste de Sergio Ramirez Mercado jouit de l'appui croissant des États latino-américains. Pendant l'insurrection proprement dite, les sandinistes avaient déjà la faveur des cinq membres du Pacte andin. L'un deux, le Venezuela, avait publiquement dénoncé Somoza et s'était montré résolu à contribuer au renversement de son gouvernement. Il avait aussi signé, le 15 septembre 1978, un pacte de défense avec la république de Costa Rica pour préserver la souveraineté de cette dernière et avait même stationné pendant quelque temps une escadrille d'avions à proximité de San José pour dissuader Somoza d'entreprendre quoi que ce soit contre son voisin.

Encore fragile, le nouveau gouvernement du Nicaragua aura grand besoin de l'appui de l'OECA pour survivre. Il lui faudra aussi faire la preuve de sa crédibilité auprès du Marché commun d'Amérique centrale (MCAC), de l'Union monétaire d'Amérique centrale (CAMU) et de l'Organisation des États d'Amérique centrale (ODECA).

On s'attend aussi à ce qu'il cherche par sa politique étrangère à affranchir le pays de la dépendance américaine. Cela signifie que le Nicaragua voudra diversifier ses relations extérieures en établissant des liens avec des pays tels que Cuba et l'Union soviétique. Il se peut même qu'il se tourne vers le Canada si la nationalisation des intérêts américains laisse présager pour lui des difficultés économiques. Le Canada a d'ailleurs reconnu le nouveau gouvernement en juillet 1979 et se trouve bien placé pour aider à la reconstruction du Nicaragua. Il est en mesure de répondre à bon nombre de ses besoins actuels en produits de consommation durables et non durables, en matières premières industrielles et en matériaux de construction.

L'aide au développement et l'assistance technique pourraient dès à présent relancer certains projets d'immobilisation mis en œuvre avant la révolution, par exemple l'agrandissement du système d'adduction d'eau de Managua, la reconstruction de l'aéroport international de Las Mercedes et la centrale d'énergie géothermique de Momotombo.

Entre 1975 et 1977, le volume des échanges entre le Canada et le Nicaragua a plus que doublé. Les importations, principalement des bananes, du coton, du poisson et du café, sont passées de 6 061 millions de dollars à 14 436 millions de dollars, tandis que les exportations, principalement du papier journal, du matériel de télécommunications, des céréales et des